

encé sur son intellect qu'il en a chassé, en moins de six mois, toutes convictions de vingt-cinq années d'existence. L'emmagasinement à froid et les marchés anglais... Et lui, le chef, est là, regardant bien en face des hommes intelligents, qui leur demande de considérer comme une raison valable le fait que les marchés anglais sont ouverts depuis six mois et que l'emmagasinement commence justement à entrer en opération. Comment ! Ces marchés anglais ont été ouverts depuis 12 à 15 ans ; lentement et graduellement d'abord, puis rapidement par la suite. Qu'il me permette de lui apprendre que le marché anglais en 1891, après les refus des Américains de nous accorder un traité acceptable et la mise en vigueur du tarif McKinley, le peuple canadien tourna ses regards vers la Grande-Bretagne, que celle-ci acheta nos produits qui furent exportés en quantités beaucoup plus considérables. Le gouvernement précédent s'est employé de toutes ses forces et avec succès à l'entrée de nos produits sur ce marché et cette entrée n'a fait qu'augmenter depuis. Si l'emmagasinement à froid a eu tant d'influence sur mon honorable ami, ce même emmagasinement, et l'ouverture du marché anglais aurait dû de longtemps avoir quel effet sur lui, mais il paraît que l'influence mortelle ne s'est fait sentir qu'en ces derniers temps. Que fait-il maintenant ? En formulant les dénonciations les plus véhémentes, il désigne sir Charles Tupper comme le seul Canadien qui ait été prêt à troquer les intérêts de notre pays contre la réciprocité absolue avec les Etats-Unis. Lui qui a mis au jeu son sort et celui de son parti, quand il s'est agi de cette réciprocité et de la clause de préférence au détriment de la Grande-Bretagne, lui qui est allé à Boston et à New-York pour imprégner les gens de là-bas de ses théories, qui a jeté en terre la semence d'où est sorti ce qu'il a rencontré à Washington quand il s'y est rendu—c'est-à-dire ses théories sur ce que le Canada ferait si les libéraux arrivaient au pouvoir—lui-même vient aujourd'hui tenter de faire attribuer ses propres erreurs et omissions, ainsi que celles de son parti depuis dix ans, à sir Charles Tupper qu'il désigne comme celui qui a voulu troquer tous nos intérêts pour obtenir la réciprocité avec les Etats-Unis. Il nous a lu un article ou un extrait d'un article de la "Gazette" de Montréal dans lequel, autant que j'ai pu comprendre, il est dit que M. Blaine désirait ardemment que des représentants du Canada allassent à Washington afin de préparer les bases de la négociation d'un traité de réciprocité. Bien, s'il veut me prêter son attention, il va savoir comment cette question fut résolue, quelle réponse fut faite et quelle réponse fut communiquée au parlement. A cette époque les délégués se rendirent à Washington, ils rencontrèrent M. Blaine, et mon honorable ami a sous les yeux le résultat de cette conférence. Les représentants du gouvernement conservateur s'entretenirent avec M. Blaine, de la base sur laquelle asseoir ce traité, mais

M. FOSTER.

ils cessèrent de s'entendre avec ce dernier quand il formula cette double demande : l'uniformité de tarif entre le Canada et les Etats-Unis, puis que leurs produits viendraient ici de préférence à ceux de la Grande-Bretagne. La réponse des délégués du gouvernement conservateur ne fut pas lente et se traduisit par un ton bien décisif.

Les délégués du gouvernement libéral sont allés à ce même Washington avec leur vieux dossier où se trouvait l'engagement de donner la préférence contre la Grande-Bretagne en échange d'un traité de réciprocité avec les Etats-Unis. Ils s'étaient par là bien préparés à conduire les négociations avec les Américains dans l'intérêt des Américains. Seulement comme gouvernement il ne se trouvèrent pas aussi libres que quand ils occupaient une position irresponsable et comme conséquence leurs déclarations d'autrefois loin de les aider leur nuirent. Je vois très bien l'attitude des commissaires américains quand les présentations furent faites une à une. "Sir Wilfrid Laurier ! oh ! oui, nous aimerions à parler d'affaires avec lui. Nous l'avons connu à Boston ; nous l'avons entendu parler ; nous avons lu ses déclarations ; nous savons qu'il était pour les Américains envers et contre tous ; nous n'ignorons pas non plus que tant et plus il a déclaré que notre marché est absolument nécessaire au Canada. Nous aimerions à l'avoir pour un de nos commissaires. Priez-le d'entrer."

M. DAVIN : Il préférerait le dollar des yankees au schilling anglais.

M. FOSTER : "Ah ! sir Richard Cartwright. Il ne nous est pas inconnu non plus. Nous avons lu ses déclarations que le marché américain valait plus pour le Canada que ceux du reste de l'univers mis ensemble. Nous serions heureux de traiter avec lui. Sir Louis Davies ! Nous l'avons connu sous un autre nom, plus démocratique. Il s'est montré ardent avocat de la réciprocité absolue avec nous. Et le bon et modeste John Charlton... oh ! c'est une autre de nos connaissances. Faites entrer tous vos commissaires, nous allons les plumer !"

En quelle position se trouvaient les représentants canadiens, avec un pareil dossier, pour faire face à des hommes d'affaires habiles, bien aguerris et retors, et négocier un traité qui nous donnera "fair play" ? Les Américains connaissent nos hommes, leur histoire ; ils devaient les tenir à leur merci et ils les ont tenus.

Mais voici une autre déclaration qui nous vient, elle, du Napoléon du Nord-Ouest, lequel, soit dit en passant, nous paraît régler les choses bien dogmatiquement depuis quelque temps. En la présence même du député de Lisgar, il a déclaré que la question du tarif est réglée d'une façon satisfaisante. Parlant à Stratford, il a avoué qu'il n'y avait aucune chance d'obtenir un